

Canadian Group
Inter-Parliamentary Union



Groupe canadien
Union interparlementaire

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
à la Réunion du Comité directeur du
Groupe des douze plus**

Groupe canadien de l'Union interparlementaire (UIP)

**Londres, Royaume-Uni
25 septembre 2009**

Rapport de la délégation parlementaire canadienne à la Réunion du Comité directeur du Groupe des douze plus de l'Union interparlementaire

1. Introduction

L'article 25 des Statuts et Règlements de l'Union interparlementaire (UIP) permet à ses membres de former des groupes géopolitiques. Ceux-ci jouent un rôle important dans le fonctionnement et les activités de l'Union.

À l'heure actuelle, 6 groupes géopolitiques sont reconnus officiellement par l'UIP : le Groupe africain (39 membres), le Groupe Asie-Pacifique (26 membres), le Groupe arabe (15 membres), le Groupe Eurasie (7 membres), le Groupe latino-américain (19 membres) et le Groupe des Douze Plus (44 membres). Chacun détermine les méthodes de travail qui conviennent le mieux à sa participation aux activités de l'Union et fait connaître au Secrétariat sa composition, le nom des membres de son bureau et ses règles de procédure.

Le Canada fait partie du Groupe des Douze Plus et du Groupe Asie-Pacifique. Comme il fait partie de plus d'un groupe, il présente des candidatures aux postes vacants au sein de l'Union par l'entremise du Groupe des Douze Plus.

2. Contexte du Groupe des Douze Plus

Le Groupe des Douze Plus a été formé en 1974 (en tant que Groupe des Neuf Plus) par les membres de l'UIP de la Communauté européenne. Il a pour but de coordonner l'action et les politiques de ses membres et, si possible, d'arriver à des positions communes sur les questions intéressant l'UIP. Le qualificatif « Plus » visait à indiquer l'ouverture du Groupe aux nouveaux membres de la CE ainsi qu'à d'autres pays de même opinion, comme le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le Groupe compte aujourd'hui 44 membres, dont des pays de l'Europe centrale et de l'Est¹.

Le Groupe des Douze Plus tient des réunions régulières pendant les assemblées du printemps et de l'automne de l'UIP. Ces réunions fournissent à ses membres une tribune pour discuter du fonctionnement de l'assemblée et des réunions connexes, ainsi que de questions administratives et de fond importantes pour les activités futures de l'Union.

Le président du Groupe des Douze Plus est élu pour un mandat de deux ans. Il est conseillé par un comité directeur composé de représentants de sept à neuf pays membres qui se réunissent normalement au cours des semaines précédant l'assemblée de l'UIP. Le comité directeur nomme un vice-président parmi ses membres, par consensus.

Selon les *Lignes directrices du Groupe des Douze Plus*, le Comité directeur comprend : les deux plus récents prédécesseurs du président en exercice (à condition d'être encore membres de leur délégation nationale); les membres du Groupe qui siègent au Comité exécutif; d'autres membres invités par le président en raison de leurs capacités ou de

¹ Voir <http://www.ipu.org/strct-f/geopol.htm> pour la composition des groupes géopolitiques de l'UIP.

leur mérite particuliers et qui pourraient apporter un appoint bénéfique aux activités du Groupe dans son ensemble.

3. Réunion du Comité directeur du groupe des Douze Plus

Huit parlementaires de sept pays ont participé à la réunion du Comité directeur du groupe des Douze Plus à Londres (Royaume-Uni) le 25 septembre 2009. Les pays représentés étaient la Belgique, le Canada, la France, l'Islande, la Lettonie, le Royaume-Uni et la Suisse.

Le parlementaire canadien présent était le sénateur Donald H. Oliver, c.r., du Sénat du Canada.

L'ordre du jour de la réunion comprenait les sujets et questions devant être examinés par le Groupe des Douze Plus à la 121^e Assemblée de l'UIP (Genève, du 19 au 21 octobre 2009). La réunion devait débattre de ces questions et faire des recommandations à leur égard. L'annexe jointe résume les décisions prises par le Comité directeur à la réunion de Londres.

Respectueusement soumis,

L'honorable Donald H. Oliver, c.r., sénateur
Président, Groupe canadien de l'UIP

Annexe

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR Tenue le vendredi 25 septembre 2009 à 9 h 30 à la salle Jubilee de la Chambre des communes, Londres (R-U)

Participants

M. John Austin (Président du Groupe des 12+), M. le sénateur Donald Oliver (Canada), Rudy Salles (France), Mme Thuridur Backman (Islande), Mme Karina Petersone (Lettonie), M^{me} Doris Stump (Suisse), M. Roger Berry (Royaume-Uni), M. Nigel Evans (Royaume-Uni).

Présents M. Marc De Rouck (Belgique), M. Joseph Jackson (Canada), M. Philippe Bourasse (France), M. Bertrand de Cordovez (France), M^{me} Arna Bang (Islande), M^{me} Sandra Paura (Lettonie), M^{me} Charlie Holloway (Royaume-Uni), M. Kenneth Courtenay (Secrétaire des 12+), M^{me} Dominique Rees (Secrétariat des 12+), Mme Gabriella Liberotti (Secrétariat des 12+), M^{me} Libby Hammond (Secrétariat des 12+)

Généralités

1. Remarques d'introduction

Robert Del Picchia (France), Geert Versnick (Belgique), Daniel Reisiegel (République tchèque), Brigitta Gadiant (Suisse) et Elsa Papademitriou (Grèce), pour qui cette réunion aurait été la dernière, ont fait part de leurs excuses.

Le Président souhaite la bienvenue à Doris Stump (Suisse) et à Thuridur Backman (Islande), qui remplace Asta Moller au Comité exécutif.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

3. Approbation du compte-rendu du Comité directeur des 12+ à Londres le lundi 2 mars 2009

Le compte-rendu est approuvé sans commentaire.

4. Questions émanant des réunions précédentes

Le Président annonce que toutes les questions émanant des réunions précédentes sont abordées dans l'ordre du jour. Les éléments à examiner en priorité sont :

1. La consolidation de la Réforme de l'UIP relative aux Assemblées de Genève ;
2. La nomination du Secrétaire général
3. Les postes vacants au Comité exécutif.

Lors de leur dernière réunion à Addis, les 12+ ont convenu de réexaminer la question de l'utilisation des airmiles/points de voyage récoltés par le personnel de l'UIP. Cette question avait été soulevée par l'auditeur interne, M. Hans-Joachim Fuchtel. Le Président présente ses excuses pour ne pas avoir plus avancé dans ce domaine.

Questions relatives à l'UIP

5. Concernant le Comité exécutif

Le Président déclare que le Comité exécutif ne s'est pas réuni depuis Addis-Abeba. Thuridur Backman (Islande) est le seul membre présent du Comité exécutif, mais n'a pas encore assisté à l'une de ses réunions.

L'ordre du jour du Comité exécutif pour Genève ainsi qu'un document sur la question de l'adhésion de la Palestine sont distribués. Le document appelle à la modification de la décision du Conseil directeur par la nomination du Conseil national palestinien (CNP) en tant que membre de l'UIP, au lieu du Conseil législatif palestinien (CLP). Le Président déclare que le Groupe des 12+ a longuement débattu de cette question lors de la réunion de l'an dernier à Genève. La majorité des membres n'est pas du tout favorable à l'abandon du principe selon lequel le CLP doit être le membre légitime de l'UIP. Cependant, les membres des 12+ du Comité exécutif ont proposé un compromis selon lequel le CNP pourrait faciliter l'adhésion de la Palestine à court terme. Ce compromis a été accepté comme un pis-aller et constitue la base de la décision du Conseil directeur. Du point de vue du Président, la correspondance adressée par le porte-parole du Conseil national palestinien ne l'a pas fait changer d'avis. Le Président fait part de l'opinion de Robert Del Picchia, selon laquelle le Secrétaire général ne céderait pas aux arguments avancés par le CNP pour des raisons de procédure. M. Del Picchia estime que le Comité exécutif ne parviendra probablement pas à une conclusion. Par conséquent, la question sera soulevée au Conseil. Elle devra être néanmoins soutenue par deux tiers de la majorité pour être ajoutée à l'ordre du jour du Conseil. Pour le cas où le Comité exécutif accepterait la proposition du CNP, il serait demandé au Conseil de voter.

Les membres expriment leur accord avec le Président : il n'y a aucune raison de modifier la décision prise par les 12+ à Genève.

6. Consolidation de la réforme de l'UIP

Les membres examinent un document préparé par le secrétariat détaillant les réponses données au questionnaire sur la Consolidation de la réforme de l'UIP. Selon Doris Stump (Suisse), il est possible que certaines réponses de la délégation suisse aient été accidentellement omises ; le secrétariat a entrepris d'effectuer les rectifications nécessaires. Ces circonstances ayant été stipulées, les membres approuvent le résumé du secrétariat des réponses et projets de recommandation, et s'accordent sur le fait qu'il doit constituer la base d'une résolution à présenter au Groupe à Genève.

7. Nomination du Secrétaire général

Le Président rappelle à ses collègues la réunion du Groupe du 10 avril à Addis, où s'est déroulé le vote (24 voix contre 8, avec 1 abstention) en faveur de la proposition faite par le Royaume-Uni de procéder à un concours général pour le poste du Secrétaire général, et contre la proposition du Comité exécutif d'organiser un scrutin secret pour une motion destinée à proposer au Secrétaire général en fonction un nouveau mandat sans autre candidat en lice. La question a par la suite fait l'objet d'un débat au Conseil. Il est apparu que lors de la 121^e assemblée à Genève, l'amendement du Royaume-Uni serait examiné et ferait l'objet d'un vote avant que le Conseil ne procède à un vote sur la résolution du Comité exécutif. Suite à d'autres échanges entre Roger Berry (Royaume-Uni), Robert Del Picchia (France) et le Président de l'UIP, il est apparu que le Président pensait que l'amendement du Royaume-Uni ne devait être examiné qu'après la proposition du Comité exécutif, et par conséquent, si la proposition du Comité était approuvée, l'amendement du Royaume-Uni ne pourrait pas être examiné du tout. Il semble que cette approche présente un vice de procédure.

Les membres du Comité directeur examinent le compte-rendu in extenso des séances du Conseil directeur du 10 avril et les échanges ultérieurs. Roger Berry (Royaume-Uni) réitère que l'amendement du Royaume-Uni a pour but que le poste soit pourvu au terme d'un concours général et transparent, comme une organisation telle que l'UIP se doit de le faire. La position du Royaume-Uni ne reflète aucun mécontentement vis-à-vis du Secrétaire général actuel. M. Berry se dit préoccupé par l'éventualité d'une confusion entre principe et personnalité. Il exprime sa perplexité vis-à-vis de la réponse que le Président a faite à sa lettre, et qui ne semble pas refléter le compte-rendu in extenso avec exactitude. Sa réponse semble suggérer que Nigel Evans (Royaume-Uni) a accepté au Conseil que l'amendement du Royaume-Uni soit examiné après la proposition du Comité exécutif, ce qui n'était pas son cas.

Les membres discutent de la façon de résoudre cette question. L'impression d'ensemble est que le principe d'un concours général doit être établi, même s'il n'est question que d'en faire bénéficier les nominations à venir. Les membres s'accordent sur le fait que le texte de tout amendement doit inclure la procédure de nomination du Secrétaire général en 2014. Les membres estiment que les 12+ ont clairement exprimé leur soutien à l'amendement du Royaume-Uni lors de leur réunion à Addis, **par conséquent les membres s'accordent sur le fait que le Royaume-Uni doit officiellement soumettre son amendement au Comité exécutif au nom du Groupe des 12+.** M. Berry accepte de rédiger le texte conjointement avec la délégation française. Rudy Salles (France) et Karine Petersone (Lettonie) déclarent que la France et la Lettonie seraient également ravies de parrainer l'amendement. Il est également convenu que le Président doit écrire aux représentants du Comité exécutif des 12+, ainsi qu'aux Présidents des autres Groupes géopolitiques afin de les encourager à soutenir l'amendement et de présenter les préoccupations du Royaume-Uni et du Groupe des 12+.

Plusieurs membres estiment que des questions plus larges doivent être abordées. Doris Stump (Suisse) se dit prête à soutenir un prolongement du mandat du Secrétaire général en fonction, mais s'inquiète du fait que le Comité exécutif et le Conseil directeur ne fonctionnent pas de manière satisfaisante. Donald Oliver (Canada) se fait l'écho de

cette perspective et soulève la question de la rémunération du Secrétaire général. Il se rappelle qu'à l'occasion d'un précédent renouvellement de mandat, le Président a participé à un groupe de travail à ce sujet, et il estime qu'une approche similaire serait nécessaire si le mandat du Secrétaire général devait à nouveau être prolongé. Il souhaite également que le Comité exécutif exige du Secrétaire général de mettre au point un plan de succession. Selon lui, cela doit comprendre la nomination d'un Secrétaire général adjoint. Rudy Salles (France) fait remarquer que les résultats du questionnaire démontrent un mécontentement évident concernant les arrangements de la Gouvernance. En particulier, les Vice-présidents ne sont pas utilisés comme ils devraient l'être, et le Comité exécutif semble fonctionner dans le vide. Il estime également qu'un Secrétaire général adjoint devrait faire preuve de bonnes compétences de gestion du risque, de même que Nigel Evans (Royaume-Uni).

8. Préparation de la 121^e Assemblée de l'UIP à Genève

Le Président rapporte que les représentants du Congrès des États-Unis sont attendus à Genève, malgré leurs réserves relatives à la composition de la délégation palestinienne à Addis-Abeba et les perturbations qui ont suivi au cours de l'Assemblée. Les représentants américains viendraient en qualité d'observateurs, mais, de même qu'à Addis, pourraient probablement participer aux ateliers sans pour autant y avoir le droit de vote.

a. Commission UIP des Affaires des Nations Unies

La convocation à la réunion de la Commission à Genève est distribuée.

b. Tables rondes sur les sujets choisis pour les débats de la 122^e Assemblée en mars 2010.

Un mémorandum sur les tables rondes prévues à Genève est distribué.

Le Président signale que Marija Lugaric, rapporteur croate pour le rapport de la Commission III sur « la Participation de la jeunesse au processus démocratique », a achevé son rapport dans les temps, mais n'a encore une fois pas eu de nouvelles de son co-rapporteur, M. Bagbin (Ghana). Il apparaît que le Président a abordé la question avec M. Bagbin, qui s'est déclaré satisfait du rapport. Le Président suggère que Mme Lugaric envisage de soumettre le rapport uniquement en son nom, mais en faisant mention de la satisfaction de M. Bagbin quant à son contenu. M. Dismore (Royaume-Uni) a connu des problèmes avec son co-rapporteur l'année dernière.

c. Point d'urgence

Trois points d'urgence ont été postés sur le site Internet de l'UIP :

1. La coopération des Nations Unies pour promouvoir l'investissement dans les avancées de la recherche et de la science afin d'augmenter la productivité agricole et de combattre la famine causée par la sécheresse, les inondations et autres catastrophes naturelles (Ouganda, au nom du Groupe africain)
2. La situation dans les territoires occupés de Palestine et en particulier à Gaza (Oman, au nom du Groupe arabe)
3. Une action parlementaire afin d'assurer une sécurité alimentaire mondiale (Australie)

Le Groupe arabe a écrit au Président, l'invitant à soutenir leur point d'urgence, qu'ils avaient retiré lors de la 120^e Assemblée afin de permettre un débat sur la Crise financière mondiale. Le Président estime que le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient est sans doute le mieux placé pour proposer un projet de résolution qui puisse être examiné à ce sujet. Il s'inquiète du fait qu'aucun des trois sujets ne respecte l'article de l'Assemblée 11.2. (a) selon lequel le point d'urgence doit « être lié à un événement majeur qui soit source d'une préoccupation internationale et à propos duquel il semble nécessaire que l'UIP exprime son opinion ».

Les membres discutent des propositions de l'Ouganda et de l'Australie, qu'ils estiment toutes deux rattachées à la question plus générale du changement climatique. La conférence imminente de Copenhague sur le changement climatique est évidemment une question de poids, mais ne constitue probablement pas un point d'urgence. En outre, l'UIP a déjà prévu des réunions afin de permettre aux parlementaires de participer à la conférence, et le sujet est inscrit à l'ordre du jour de la Commission sur les Nations Unies. Donald Oliver (Canada) suggère que l'Afghanistan pourrait être un sujet à aborder, bien qu'il ne soit peut-être pas pertinent pour tous les pays. Dans le même ordre d'idée, Karina Petersone (Lettonie) avance que pour certains pays, la crise financière continue d'avoir un impact majeur, mais reconnaît que, comme il en a déjà été discuté à Addis, il est peu probable qu'elle suscite d'autres débats en tant que point d'urgence. En conclusion, les membres estiment que l'Australie et l'Ouganda doivent être encouragés à proposer un point d'urgence commun, mais que les 12+ doivent attendre l'éventuelle proposition d'autres sujets d'ici l'Assemblée de Genève.

9. Postes à pourvoir

Comité exécutif

Le Président annonce que deux postes de représentants des 12+ sont à pourvoir au Comité. Thuridur Backman (Islande) se déclare prête à occuper le poste d'Asta Moller au Comité exécutif jusqu'à l'élection d'un remplaçant, mais qu'en raison de pressions politiques, elle ne cherche pas à être élue à ce poste. En revanche, elle annonce que le Groupe nordique a l'intention de proposer Krister Ornfjader, de Suède. Le Président remercie officiellement M^{me} Backman de bien vouloir remplacer temporairement Mme Moller. Il ajoute des remerciements officiels à l'attention de Mme Moller pour sa précieuse collaboration. Le secrétariat a connaissance de plusieurs autres candidats pour les postes : Angela Napoli (Italie), Bogdan Barovič (Slovénie), Luca Volonte (Italie), Monika Griefahn (Allemagne) et Doris Stump (Suisse). Selon lui, l'Italie ne proposera qu'un seul candidat, probablement Angela Napoli. Le secrétariat distribuera également la liste des candidats aux membres des 12+ et rappellera aux candidats qu'ils ont la responsabilité de faire circuler leur propre manifeste, normalement en anglais et en français. Il espère que le Groupe pourra choisir deux noms afin de permettre aux 12+ de prendre leurs décisions en interne et d'éviter que celles-ci ne soient prises par d'autres groupes géopolitiques.

Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient

Le Président annonce qu'il y a deux postes de titulaires et trois postes de suppléants à pourvoir. Cependant, le Groupe des 12+ dispose déjà de 2 membres titulaires (sur 6) et de trois suppléants (sur 6).

Groupe de facilitateurs concernant Chypre

On recherche un facilitateur supplémentaire. Les deux autres facilitateurs sont originaires d'Égypte et du Royaume-Uni.

Auditeur interne

L'UIP recherche 2 auditeurs internes pour l'année 2010, qui devront rendre rapport au printemps 2011. L'un des représentants actuels, Daniel Reisiel (République tchèque) est peut-être rééligible, mais le Secrétariat de l'UIP devra clarifier ce point.

10. Budget

Le Président annonce que la documentation sur le budget a été distribuée. Rudy Salles (France) déclare que l'augmentation proposée dans le document rédigé pour le groupe de travail chargé d'étudier le montant des contributions pour 2010 ne sera pas acceptable pour la France. Le Président estime que de nombreux autres pays partageront cette opinion. Il suggère que les 12+ désignent des représentants afin de rencontrer le nouveau directeur des finances et d'aborder avec lui les sujets de préoccupations. **Ceci est accepté.**

11. Adhésion

Le Président rapporte qu'il n'y a eu aucune demande d'affiliation et que trois membres sont passibles de suspension pour non-paiement de cotisations : le Libéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie.

12. Réunions spécifiques de l'UIP depuis la 120^e Assemblée à Addis-Abeba

Le Comité directeur fait état d'une liste des réunions organisées depuis la 120^e Assemblée. Roger Berry (Royaume-Uni) met en avant la synthèse de la réunion régionale, organisée par le Parlement britannique, sur les droits des personnes handicapées. La réunion a été très productive malgré une participation assez faible. Le Royaume-Uni envisage d'organiser un autre séminaire l'an prochain sur le trafic d'êtres humains. Roger Berry demande à ses collègues de lui faire savoir si le sujet les intéresserait.

13. Autres questions relatives à l'UIP

A. Réforme des Nations Unies

Le Président effectue un rapport sur la campagne visant à la création d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies, question également soulevée par Donald Oliver. Des documents sont distribués, donc un exemplaire de la résolution et du mémorandum sur la réforme des Nations Unies, qui doit faire l'objet d'un débat lors de la prochaine réunion de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Le Président avoue qu'il existe une certaine difficulté, car il est membre de la délégation britannique de l'APCE et siège au Comité qui est à l'origine de la résolution de projet. Il ne pourra pas assister à la séance de l'APCE, mais demandera aux autres membres britanniques de le représenter. Selon lui, la résolution même de l'APCE n'affecte pas excessivement la position de l'UIP et ne fait référence qu'au besoin d'une dimension parlementaire. Cependant le mémorandum a un impact très négatif, et reflète le mépris de l'auteur envers l'UIP. Selon l'auteur, Andreas Gross (Suisse), les propositions du Parlement

européen de collaborer avec les assemblées parlementaires régionales qui feraient office d'Assemblée parlementaire consultative chapeauté par les Nations Unies ouvre la voie « à l'établissement d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies au sein du système des Nations Unies. » Le mémorandum explicatif stipule que « l'UIP n'a ni la capacité ni l'ambition d'exercer une surveillance sur les organes et institutions des Nations Unies dans le but d'accroître sa responsabilité. » Le Président insiste sur le fait que cette responsabilité est précisément ce que souhaite l'UIP. Il ajoute que M. Gross n'est pas le seul à exprimer des vues anti-UIP. Il est soutenu par des représentants de l'APCE du Portugal, de la France et de certains pays d'Europe de l'Est. Il affirme que le Président et le Secrétaire général de l'UIP sont au courant de la situation.

Donald Oliver (Canada) fournit des statistiques sur le nombre de parlementaires qui se sont joints à la campagne en faveur d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies. Au total, ce sont 600 parlementaires de 90 pays. Selon lui, l'UIP n'a guère tenté de lutter contre cette campagne. Elle disposait du statut d'Observateur aux Nations Unies, mais n'a pas réussi à s'imposer. D'autres membres partagent cette opinion. Doris Stump (Suisse) et Rudy Salles (France) affirment tous deux que trop peu de parlementaires connaissent l'existence de l'UIP et encore moins comprennent son rôle. Il est convenu que le Président écrira aux autres Groupes géopolitiques afin d'attirer leur attention sur la campagne. Il contactera également les membres des 12+ de l'APCE afin de les prévenir du projet de résolution. Doris Stump (Suisse) propose de commenter la résolution lors de la réunion de l'APCE et au sein du Groupe politique socialiste de l'APCE.

B. LA PROPOSITION DU CANADA D'ORGANISER UNE ASSEMBLÉE DE L'UIP

Donald Oliver (Canada) fait circuler des échanges relatifs à la proposition du Canada d'organiser l'Assemblée de l'UIP en 2012. Il annonce que, selon lui, les questions de visas ont été résolues. Les fonds ont été retenus et les hôtels et le centre de conférences de Québec, réservés. Cependant, le Secrétaire général vient d'annoncer que l'UIP est à présent dans l'incapacité d'organiser une visite d'inspection et examine des propositions de l'Ouganda et du Brésil. La délégation canadienne se dit à la fois déçue et frustrée. Selon les membres, l'offre du Canada a précédé toutes les autres et, par conséquent, doit être soutenue. Le Président des 12+ propose d'écrire au Président de l'UIP au nom du Comité directeur et demandera aux membres du Comité exécutif de mettre en avant l'antériorité de l'offre du Canada.

Questions relatives aux 12+

14. Programme d'activités et calendrier des réunions de la 121^e Assemblée de l'UIP à Genève

Il est fait mention du programme des réunions et des renseignements concernant le dîner.

15. Adhésion

Le Président n'a rien de nouveau à signaler. Le Monténégro, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine ne sont toujours pas affiliés.

16. Présidence des 12+

Le Président déclare que les membres seraient au courant de sa décision de ne pas se représenter lors des prochaines élections britanniques, prévues pour le début du mois de mai. Selon la date à laquelle le premier ministre dissoudra le Parlement, il pourra ne pas être en droit d'assister à la réunion de Bangkok. Il a discuté de ce cas de figure avec le Vice-président Robert Del Picchia (France). Ils proposent que, dans ce cas de figure, M. Del Picchia prenne le poste de Président. M. Del Picchia restera Président jusqu'à l'élection d'un nouveau Président lors de la réunion de Genève. Le secrétariat de la délégation britannique continuera de soutenir le Groupe des 12+ jusqu'alors, mais travaillera en étroite collaboration avec le personnel de la délégation française. Le Président écrira aux autres pays des 12+ afin de demander que tout candidat se fasse connaître d'ici la 122^e Assemblée.

17. Questions financières

Les documents relatifs à la situation financière actuelle des 12+ sont distribués. Le Président signale que le secrétariat est en discussion avec l'Albanie concernant les inscriptions de 2008. Les Albanais pensent avoir envoyé les sommes dues, mais celles-ci n'ont pas été reçues. Si la situation n'est pas résolue sous peu, il sera nécessaire d'envisager une suspension de la part du Groupe.

18. Divers

Doris Stump (Suisse) signale que la délégation suisse a l'intention de proposer l'organisation de la 125^e Assemblée à Berne en 2011. L'invitation dépend de l'approbation par le Parlement, qui se réunira en décembre.

19. Date de la prochaine réunion

Le Président proposera une date pour la prochaine réunion, éventuellement le 1^{er} mars 2010.

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe canadien de l'Union interparlementaire (UIP)
ACTIVITÉ	Réunion du Comité directeur du Groupe des douze plus
DESTINATION	Londres (Grande-Bretagne)
DATES	25 septembre 2009
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Donald H. Oliver, c.r.
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	M. Joseph Jackson, Consultant
TRANSPORT	6 373,12 \$
HÉBERGEMENT	1 091,01 \$
HOSPITALITÉ	
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	406,00 \$
CADEAUX OFFICIELS	
DIVERS	1,50 \$
TOTAL	7 871,63 \$